

Département des Ardennes  
**Commune de BOUTANCOURT**

**CARTE  
COMMUNALE**

**3 A**

**PORTER À CONNAISSANCE DU PRÉFET**



Vu pour être annexé à la  
délibération du 29.06.2010  
approuvant la carte communale

Cachet de la commune de BOUTANCOURT  
et signature du Maire

Approuvée le : 29.06.2010.

Révisée le :



**Jacques DUVAL**  
GÉOMÈTRE EXPERT FONCIER  
URBANISTE

08000 CHARLEVILLE-MÉZIÈRES  
08200 SEDAN

Tél : 03 24 57 40 32  
Fax : 03 24 57 64 25

Successeur de M. Bernard WAYERE



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES ARDENNES

## La PREFETE

direction  
départementale  
de l'Équipement  
Ardennes



service aménagement  
urbanisme  
environnement  
aménagement

Charleville-Mézières, le 27 SEP 2006

Reçu le

- 2 OCT. 2006

Pôle urbanisme

REÇU LE

29 SEP. 2006

SAUE

Monsieur le Maire,

Vous avez décidé d'élaborer une carte communale sur le territoire de la commune de Boutancourt.

En application des dispositions du Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.121-2 et R.124-4, je porte à votre connaissance les prescriptions, servitudes et dispositions s'appliquant sur le territoire de la commune devant être prises en compte dans la carte communale.

### I - PRESCRIPTIONS NATIONALES D'AMENAGEMENT

Ainsi qu'il est indiqué à l'article L 110 du Code de l'Urbanisme :

*"Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace".*

3 rue des Granges Moulues  
BP 852  
08011 CHARLEVILLE-  
MEZIERES CEDEX  
téléphone :  
03 24 52 49 49  
télécopie :  
03 24 37 51 17  
mél : DDE-Ardennes  
@equipement.gouv.fr

→ Daniel  
29/09  
sv

Monsieur le Maire  
de  
08160 BOUTANCOURT

Les documents d'urbanisme (art. L. 121.1) déterminent les conditions permettant d'assurer :

1° *L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;*

2° *La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisante pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matières d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipement publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;*

3° *Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».*

Par ailleurs, la carte communale devra être établie en intégrant les obligations découlant des différents textes législatifs et réglementaires relatifs à la planification.

Le contenu de la carte communale (rapport de présentation, documents graphiques) est fixé par les articles R. 124-1 à R. 124-3 du code de l'Urbanisme.

## **II - SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE**

Vous avez décidé d'élaborer une carte communale sur le territoire de la commune, il est donc souhaitable à cette occasion de répertorier les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, et de constituer un dossier complémentaire à la carte communale afin de pouvoir :

- renseigner le public sur certaines limitations administratives au droit de propriété affectant l'utilisation du sol,
- opposer ces servitudes aux demandes d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol.

Le dossier « servitudes d'utilité publique » devra comprendre :

- le code et sa dénomination officielle,
- la description de l'ouvrage, équipement, édifice pour la protection duquel a été constituée la servitude,
- la référence de l'acte d'institution,
- l'indication du service de l'Etat chargé de son application,
- une copie de l'acte l'instituant lorsqu'il s'agit d'un acte de ma compétence,
- un plan indiquant la localisation des servitudes.

La commune est concernée par les servitudes suivantes :

### Servitude AS1

Servitude résultant de l'instauration de périmètre de protection des eaux potables et minérales.

Le territoire communal est touché par les périmètres de protection de la source sise au lieu-dit « source du Rutz d'Army, déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral n°1983/566 du 4 mai 1983. Cette source alimente la commune de Flize.

### Servitude I3

Le territoire de la commune de Boutancourt est traversé par une conduite de canalisation de gaz, le tracé de cette canalisation reporté au plan ci-joint entraîne une servitude de type I3 qui amène les caractéristiques suivantes ;

#### 1 – Conventions de servitudes amiables

Des conventions amiables faisant l'objet de mesures de publicité foncière ont été passées avec les propriétaires des terrains traversés par la canalisation. Celles-ci instituent par voie contractuelle des servitudes non aedificandi d'une largeur de 3 m à gauche et 7 m à droite dans le sens Aubenton- Cheppy.

A l'intérieur de ces bandes, les propriétaires se sont engagés à :

- ne procéder aucune modification du profil de terrain, plantation d'arbres, d'arbustes ou façon culturale de plus de 2,70 m de haut ou descendant à plus de 0,80 m de profondeur,
- s'abstenir à tout acte à nuire au bon fonctionnement à l'entretien et à la conservation des ouvrages,

#### 2 – Servitude d'occupation des sols

L'article 4 de l'arrêté du 11 mai 1970 a modifié, portant règlement de sécurité, classe les emplacements où sont situés les ouvrages de transports de gaz en trois catégories A, B, et C, par ordre d'urbanisation croissante.

Sur le territoire communal, la canalisation est compatible avec des emplacements de catégories A (moins de 4 logements à l'ha) et B (moins de 40 logements à l'ha).

Les installations classées au titre de la protection de l'environnement présentant un risque d'explosion ainsi que les établissements recevant du public doivent être situés à plus de 75 m des canalisations compatibles avec un emplacement de catégorie A.

GRT Gaz demande à être consultés dès que sont connus des projets de construction dans la bande de 100 m de part et d'autre de la canalisation.

### 3 – Déclaration d'intention de commencement de travaux

Selon les termes du décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991, tout projet situé en zone d'implantation des ouvrages de transport de gaz naturel doit faire l'objet d'une Demande de Renseignements de la part du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

Sur la liste des servitudes, vous voudrez bien indiquer comme service responsable :

GRT gaz  
Région Nord Est  
24, quai Sainte Catherine  
54042 NANCY CEDEX

GRT gaz souhaite que la carte communale indique clairement la possibilité d'implantation de canalisation de transport de gaz afin d'éviter toute ambiguïté sur la procédure à appliquer en cas de pose éventuelle d'une canalisation de gaz sur le territoire de la commune de BOUTANCOURT

### Servitude I4

Servitudes relatives à l'établissement de canalisations électriques.

La commune est concernée par la servitude des réseaux moyenne tension (10-20 KV) et haute tension (400 kv).

La présence du réseau national et régional entraîne, en propriété privée, une servitude non aedificandi de 3 m à raison de 1,50 m de part et d'autre de l'axe du câble.

Sur le domaine public, tous travaux de construction de bâtiments, plantations d'arbres, tranchées diverses doivent faire l'objet d'une demande de renseignements auprès du service indiqué.

### Servitude PT 3

Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques concernant l'établissement et le fonctionnement des lignes et des installations de télécommunications.

Des câbles traversent le territoire de BOUTANCOURT

### Concernant le domaine public :

L'importance des conduites, câbles souterrains et lignes aériennes établis du réseau urbain local ne permettent pas le report sur les plans. Il existe également des artères aériennes d'abonnés et de circuits sur poteaux implantés en domaine public ou privé ainsi que sur potelets scellés dans certaines façades d'immeubles.

### Concernant le domaine privé :

La commune a son territoire traversé par des câbles implantés dans le cadre des servitudes conventionnelles. La présence de ce câble entraîne, en propriété privée, une servitude non aedificandi de 3 m à raison d'1,50 m de part et d'autre de l'axe

### Nota :

J'appelle votre attention sur la présence d'un câble régional US08026 en conduite et/ou en pleine terre. En raison de leur caractère particulièrement sensible, l'itinéraire de ces câbles en pleine terre n'est mentionné qu'à titre d'intervention. Toute intervention aux abords devra obligatoirement donner lieu à une concertation réglementaire avec les services de France Télécom

## **III - COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE**

La commune de BOUTANCOURT sera couverte par le schéma de cohérence territoriale de CHARLEVILLE-MEZIERES en cours d'élaboration mais n'appartenait pas au SDAU.

## **IV - INFORMATIONS UTILES**

Ces informations constituent une base susceptible de vous aider à élaborer votre document.

### **1- Environnement**

#### **a) Milieux naturels**

La commune de BOUTANCOURT n'est concernée par aucune servitude d'utilité publique relevant de la direction régionale de l'environnement.

#### **b) Le traitement des déchets**

Les orientations de la loi du 13 juillet 1992 sont à prendre en compte dans le cadre de l'élaboration de la carte communale, notamment en ce qui concerne :

- la collecte sélective et la valorisation
- le traitement des déchets autres que les déchets ménagers
- les installations de collecte et de traitement

Le deuxième alinéa de l'article L.541-21 du code l'environnement a prévu qu'à compter du 1er juillet 2002, seuls les déchets ultimes pouvaient être admis en décharge. Dans ce contexte, et pour

répondre à la circulaire du 15 février 2000 demandant la mise en place de plans de gestion des déchets de BTP, une réflexion locale a été menée.

Cette réflexion a abouti, le 4 mars 2004, à l'approbation d'un plan de gestion des déchets du BTP.

Les plans de gestion des déchets du BTP ont essentiellement vocation à couvrir le champ des déchets industriels banals et des déchets inertes issus de ces activités. Le plan de gestion pour les Ardennes prévoit notamment un maillage territorial.

L'élaboration la carte communale peut être l'occasion d'une réflexion sur le rôle de la commune pour la lutte contre les dépôts illégaux par l'accueil de centres de tri ou toute autre forme d'installations.

### **c) Programme d'intérêt général**

La commune n'est touchée par aucun programme d'intérêt général.

## **2 - Activités**

### **a) agricoles**

Afin de concilier le développement de l'activité agricole et l'urbanisation, il est nécessaire que la carte communale prenne en compte les contraintes d'éloignement minimum (100 ou 50 m selon qu'il s'agit d'une installation classée ou pas) liées à l'existence de bâtiments d'élevage.

Le zonage devra proscrire la création de zones à urbaniser à proximité de telles installations.

J'appelle votre attention sur la présence 3 sites d'élevage sur le territoire communal, dont 1 relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **3- Gestion de l'eau**

La loi du 3 janvier 1992 s'inscrit dans le cadre d'un renforcement de la politique de l'environnement, tant au niveau communautaire que national. Elle a notamment pour objectif d'assurer et de réhabiliter la qualité des eaux du territoire.

Les principes fondamentaux en sont la reconnaissance de la valeur patrimoniale de l'eau, le respect des équilibres des écosystèmes aquatiques, des zones humides et de leur richesse spécifique, l'adéquation de toute opération ou projet dans le domaine de l'eau.

Il conviendrait de prendre en compte le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse, arrêté par le préfet coordonnateur de bassin le 15 novembre 1996.

Crée par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, le SDAGE a une portée juridique. Il établit un état de santé de l'eau et des milieux aquatiques : examen des différents aspects de la gestion des eaux, objectifs de qualité. Il est à rappeler que les décisions prises dans le domaine de l'eau doivent prendre en compte les dispositions du SDAGE, voire être compatibles avec lui dans certains domaines (ex. : zonage en matière d'assainissement).

#### a) Assainissement

La commune de Boutancourt dispose d'un zonage d'assainissement, le périmètre de la carte communale devra être compatible avec ce zonage d'assainissement.

#### b) Alimentation en eau potable

Les possibilités de développement fixées par la carte communale devront tenir compte de la ressource en eau dont dispose la commune lors de l'approbation du document d'urbanisme.

#### c) Lutte contre l'incendie

L'étude de la carte communale est le moment privilégié de la commune pour vérifier si son système de défense incendie est conforme à la réglementation en vigueur.

En effet, la lutte contre l'incendie s'inscrit dans le cadre des pouvoirs de police du maire (article L 2212-2, alinéa 5 du code général des collectivités territoriales) et les dépenses correspondantes sont des dépenses obligatoires pour la commune (article L.2321-2, alinéa 7 du CGCT) Elles englobent la fourniture, la pose (ou la construction), l'entretien et le renouvellement des équipements ou ouvrages destinés à fournir l'eau pour la lutte contre l'incendie. Selon la réglementation, l'eau nécessaire à la lutte contre l'incendie, peut provenir soit de points d'eau naturels ou de réserves artificielles.

Le débit nominal d'un engin de lutte contre l'incendie doit être de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures. Il en résulte que les services incendie doivent disposer sur place et en tout temps de 120 m<sup>3</sup>.

L'utilisation du réseau d'eau potable doit satisfaire aux conditions suivantes :

- réserve d'eau disponible : 120 m<sup>3</sup>
- débit disponible : 60 m<sup>3</sup>/h (17l/s) et une pression de 1 bar(0,1Mpa)
- distance entre chaque poteau inférieure à 200 m.

#### Textes de référence :

- code général des collectivités territoriales (CGCT) article L.2212-2 et suivants,
- circulaire interministérielle du 10 février 1951
- circulaire interministérielle du 9 août 1967 ER/4037/Y.

#### 4 - Patrimoine archéologique

Conformément à la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive, modifiée par les lois n° 2003-707 du 1<sup>er</sup> août 2003 et n° 2004-804 du 9 août 2004 et les décrets d'application qui en découlent, il est demandé que soit communiqué à la DRAC pour instruction :

- 1 - dans les sites archéologiques délimités par la DRAC : tous les dossiers de demande d'autorisation de lotir, de permis de construire, de permis de démolir et des installations et travaux divers affectant le sous-sol



2 - dans les zones sensibles délimitées y compris une bande périphérique de 100 mètres de large : tous les dossiers de demande d'autorisation de lotir, de permis de construire, de permis de démolir et des installations et travaux divers affectant le sous-sol, sur 2 000 m<sup>2</sup> et plus.

3 - dans le reste du territoire de la commune, les dossiers de demande affectant le sous-sol sur une surface de 10 000 m<sup>2</sup> et plus.

Une redevance d'archéologie préventive issue des lois susvisées, et sous certaines conditions a été instituée pour tout projet de 1 000 m<sup>2</sup> et plus de surface hors œuvre nette sur des terrains de plus de 3 000 m<sup>2</sup> et plus.

Par ailleurs, la DRAC. souhaite être saisie pour instruction préalable des dossiers concernant les projets de grands travaux (remembrements, routes, installations classées, etc), afin qu'elle puisse effectuer les interventions nécessaires en amont de ces travaux.

## **5 - Paysage –urbanisme et qualité de vie**

### **a) Paysage**

La loi du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages réaffirme dans son article 3 la nécessité de prendre en compte les paysages et intègre une nouvelle dimension dans la conception de leur préservation.

Il est donc souhaitable que le rapport de présentation de la carte communale présente l'analyse paysagère de la commune.

Afin de vous aider dans cette démarche, la DDE tient à votre disposition l'étude paysagère FOLLEA qui présente les fondements des paysages des Ardennes, les unités de paysage et les enjeux locaux, les orientations pour une politique départementale du paysage.

### **b) Urbanisme**

Afin de répondre à la notion d'économie du territoire, il serait souhaitable de densifier les secteurs déjà urbanisés, par la valorisation, notamment, des dents creuses et des terrains partiellement occupés.

### **c) Qualité du bâti**

Dans le centre ancien il serait important de préserver l'harmonie et la cohérence du front bâti tant dans le choix de matériaux traditionnels que dans la modénature et le rythme des façades.

Les constructions existantes sont en pierre jaune et les toitures en ardoises naturelles.

## **6 - Habitat**

La commune de Boutancourt n'est concernée par aucun programme local d'habitat.

## **7 - Protection contre le bruit**

Le bruit est une des préoccupations majeures des habitants et il doit faire l'objet d'une attention particulière dans l'élaboration des documents d'urbanisme.

La loi sur le bruit du 31 décembre 1992 poursuit trois objectifs majeurs :

- Instaurer une réglementation pour les activités et objets bruyants qui en sont dépourvus (installations classées),
- Renforcer les obligations de protection préventive dans le domaine de l'habitat,
- Instaurer un contrôle des grandes sources de bruit et prévoir des sanctions adaptées.

Cette loi vise à renforcer la prévention de la nuisance d'une part et à contraindre l'occupation des sols d'autre part, quand la nuisance ne peut être évitée.

Je vous rappelle que le décret n°98.1143 du 15 décembre 1998, *« relatif aux prescriptions applicables aux établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée, à l'exclusion des salles dont l'activité est réservée à l'enseignement de la musique et de la danse »*, doit vous conduire à une étude sur le problème de ces établissements (salle des fêtes, bars musicaux...), qu'ils soient existants ou en projet. La connaissance précise du problème peut vous permettre d'orienter le développement éventuel de votre commune.

#### **8 - Equipements sportifs**

Je vous rappelle que l'article 42 de la loi du 16 juillet 1984 modifiée précise que toute suppression totale ou partielle ainsi que la modification d'affectation d'un équipement sportif privé ayant bénéficié d'au moins 20 % de subventions publiques sont soumises à une autorisation préalable.

La Carte Communale comprendra les pièces suivantes :

- un rapport de présentation (article R124-2)
- un ou plusieurs documents graphiques (article R124-3)

En outre sera jointe une annexe sur les servitudes d'utilité publique et leurs contraintes sur l'urbanisation.

Les dossiers tenus à la disposition du public à la mairie, à la préfecture et à la DDE doivent être authentifiés. La DDE, service de l'Etat chargé de l'urbanisme dans le département et particulièrement de la conservation des documents nécessaires à la mise en œuvre des cartes communales, sera destinataire de quatre dossiers complets ainsi que d'une version informatisée sur CD ROM (fichiers aux formats Word et Autocad ou compatibles). Je vous demande également de communiquer à la DDE le fichier du fond de plan informatisé (format Autocad) ayant servi de support à la carte communale).

J'appelle votre attention sur le fait que la loi vous fait obligation de me communiquer tout arrêté ou délibération concernant l'élaboration de votre carte communale et d'appliquer les mesures de publicité prévues par le décret n° 83-813 du 09/09/1983.

Il convient de rappeler que les mesures de publicité prévues à chaque étape de la procédure conditionnent la légalité de la carte communale.

Je vous rappelle également qu'après approbation de la carte communale, vous avez la possibilité, si vous le décidez, de délivrer les autorisations d'urbanisme au nom de la commune (art. L421-2-1 du code de l'urbanisme) Dans ce cas vous pouvez demander à la DDE de continuer l'instruction des dossiers ou l'assurer vous-même.

L'article L.211-1 du code de l'urbanisme permet aux communes disposant d'une carte communale approuvée, d'instituer un droit de préemption dans un ou plusieurs périmètres délimités par la carte. La délibération précise, pour chaque périmètre, l'opération l'équipement projeté.

Bien entendu, toutes ces demandes et informations pourront être développées par mes services dans les réunions que vous provoquerez.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale



Marie-Hélène DESBAZEILLE



12 sept

Charleville-Mézières, le 22 mai 2006

Le directeur départemental de l'Équipement  
à

Madame la Préfète  
Direction des Relations avec les Collectivités Locales  
Bureau de l'Urbanisme, de l'Environnement et de la  
Culture

direction  
départementale  
de l'Équipement

Ardennes



service de  
l'aménagement, de  
l'urbanisme et de  
l'environnement  
pôle urbanisme

objet : élaboration de la carte communale  
commune de Boutancourt

affaire suivie par : Françoise REMACLY

tél. : 03 24 58 48 03, fax : 03 24 37 51 17

courriel : Françoise.Remacly@equipement.gouv.fr

PJ : 1

Comme suite à votre transmission de la délibération en date du 30 mars 2006 de la commune de Boutancourt décidant de l'élaboration de la carte communale, j'ai l'honneur de proposer à votre signature la lettre ci-jointe par laquelle vous porterez à la connaissance du maire de Boutancourt, les prescriptions, servitudes et dispositions s'appliquant sur le territoire de sa commune, en application de l'article L.123-3 du code de l'urbanisme.

  
Jean-Pierre REDON

3, rue des Granges Moulues  
BP 852  
08011 CHARLEVILLE-  
MEZIERES CEDEX  
téléphone :  
03 24 52 49 49  
télécopie :  
03 24 37 51 17  
mél : DDE-Ardennes  
@equipement.gouv.fr

Copie à :